

Thank you for pursuing the issue of the Child Tax Benefit. The response to your question of whether delays in the processing of the Child Tax Benefit have improved is captured in the following response from the COSTI manager who is responsible for overseeing the resettlement of refugees:

"I have just debriefed with the team to get some feedback about their experiences calling CRA to solve our clients' issues and they mentioned that nothing has changed. The issue of late CCB allowance came to my attention 9 times today.

Unfortunately, we still have a problem with CCB delivery. We currently have a number of clients who have not received the benefit for 2 - 5 months. On top of the delay, CRA is requesting from our clients to fill out an extensive questionnaire and provide supporting documents such as report cards from schools, supporting letters from doctors, landlord, phone bills. This in turn puts a huge pressure on caseworkers as they'd need to assign interpreters and possible accompaniment to solve this one issue."

Mario Calla
COSTI Immigrant Services

Je vous remercie de vous intéresser à la prestation fiscale pour enfants. La réponse à votre question, à savoir si les délais de traitement de la prestation fiscale pour enfants avaient été réduits, se trouve dans la réponse ci-après du gestionnaire de COSTI responsable de superviser la réinstallation des réfugiés :

« Je viens de discuter avec les membres de l'équipe pour avoir leur rétroaction sur les appels qu'ils ont fait à l'ARC pour résoudre les problèmes de nos clients, et ils m'ont fait savoir que rien n'avait changé. La question des retards dans les prestations fiscales pour enfants a été portée à mon attention neuf fois aujourd'hui.

Malheureusement, nous avons encore un problème avec l'acheminement de la prestation fiscale pour enfants. Un certain nombre de nos clients n'ont reçu aucune prestation durant deux à cinq mois. En plus des retards, l'ARC demande à nos clients de remplir des questionnaires détaillés et de fournir des documents à l'appui, comme des bulletins d'école, des lettres du médecin ou du propriétaire de leur logement ou des factures de téléphone. Cela a pour effet de mettre de la pression sur les travailleurs sociaux, qui doivent trouver des interprètes et possiblement des accompagnateurs pour régler cette situation. »

Mario Calla
COSTI Immigrant Services